

PROMOUVOIR LA DIVERSITÉ DES MÉDIAS OU CONTRÔLER LE DÉBAT PUBLIC ?

UN RAPPORT SUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN ÉQUATEUR
JANVIER 2012





WAN-IFRA, basé à Paris en France et à Darmstadt en Allemagne, avec des filiales à Singapour, en Inde, Espagne, France et Suède, est l'Association Mondiale des Journaux et des Éditeurs de Médias d'Information. Elle représente plus de 18 000 publications, 15 000 sites Web et plus de 3 000 sociétés dans plus de 120 pays. Sa principale mission est de défendre et de promouvoir la liberté de la presse, un journalisme de qualité et l'intégralité éditoriale ainsi que de favoriser l'essor des entreprises.

WAN-IFRA Press Freedom
96 bis rue Beaubourg
75003 Paris, France
Tél: +33 (0) 147 428 500
Fax: +33 (0) 142 789 233

www.wan-ifra.org/pressfreedom

INTRODUCTION

L'Association mondiale des journaux et des éditeurs de médias d'information (WAN-IFRA) a effectué une mission de six jours en Équateur en novembre 2011. Au cours de leur visite, les délégués de la WAN-IFRA ont rencontré des représentants du gouvernement, des journalistes, des éditeurs de presse, des diplomates, des membres de la société civile et des professeurs d'université. Inquiète de ce qu'elle considère comme une rapide détérioration de la liberté de la presse dans le pays andin, l'association a produit le rapport suivant basé sur des interviews menées pendant la mission et sur l'enquête effectuée tout au long de l'année 2011. La délégation composée de Christoph Riess, directeur général de la WAN-IFRA, et de Rodrigo Bonilla, responsable de missions pour la liberté de la presse, a exprimé de vives inquiétudes face au climat de polarisation croissante dans lequel vit le pays et à l'hostilité entre les professionnels des médias et le gouvernement. Le rapport illustre comment sous couvert d'un discours de promotion de la diversité dans les médias, le gouvernement mène en pratique une stratégie de contrôle de toutes les sphères du débat public.

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE POUR LA DIVERSITÉ DES MÉDIAS

Les autorités équatoriennes estiment qu'il est nécessaire que le paysage médiatique du pays se diversifie et se démocratise. Selon elles, les médias privés sont dans les mains d'une oligarchie composée de huit familles ayant des intérêts financiers communs dans diverses entreprises et banques, ce qui affecte la pluralité des médias et la liberté d'expression. « La concentration des institutions financières, des entreprises et des sociétés médias dans les mains de quelques personnes mène au mutisme et au manque d'indépendance », a expliqué à la WAN-IFRA un membre haut placé de l'Assemblée nationale pour le parti au gouvernement.

Les représentants du gouvernement et les directeurs de journaux d'État ont déclaré à la délégation de la WAN-IFRA que les médias privés avaient joué un rôle très négatif pendant la crise financière qui frappa le pays à la fin des années 90 et qui fut à l'origine de l'une des crises économiques les plus sévères de l'histoire du pays. Quelques médias privés avaient caché l'imminence de cette crise et s'étaient concentrés sur les intérêts des dirigeants de presse, qui étaient également les dirigeants de certaines banques, selon les représentants du gouvernement. « Gama-TV et TC Televisión répondaient aux intérêts du groupe financier Isaiás, propriétaire de la banque Filanbanco ; la chaîne TeleAmazonas répondait aux intérêts de son propriétaire Fidel Egas, propriétaire à son tour de la banque Pichincha », soutient Alberto Acosta, ancien membre du gouvernement. « Les grands groupes économiques luttèrent pour le pouvoir à travers de leurs médias respectifs ; le vrai journalisme n'existait pas », explique Orlando Pérez, directeur adjoint d'El Telégrafo, un journal qui suit de près la ligne du gouvernement.

Cependant, les journalistes des médias indépendants du gouvernement considèrent que ces accusations contre la presse sont erronées. Un journaliste a confié à la WAN-IFRA sous couvert d'anonymat par crainte de représailles, que même si certains médias, notamment les chaînes de télévision, s'étaient ralliés aux banquiers, ce fut néanmoins « grâce à la presse que tout le complexe système de corruption dans les banques avait été révélé.

Les membres de la presse ont suivi avec grande attention la façon dont le système financier s'était écroulé et ont dû apprendre comment couvrir cette affaire compliquée, un sujet tout nouveau pour les journalistes équatoriens. [Le gouvernement] n'a pas de vrais arguments contre la presse et s'appuie sur des incidents qui se sont passés il y a une dizaine d'années afin de stigmatiser toute la presse privée et la condamner pour un complot fomenté par les banques et le gouvernement », explique ce journaliste. Ainsi, il semble que le discours officiel tende à responsabiliser tous médias privés pour la complicité de certaines chaînes de télévision privées avec quelques banquiers.



Fernando Alvarado et Christoph Riess

DIVERSITÉ OU PROPAGANDE ?

Rolando Panchana, membre de l'Assemblée nationale, note que quand Rafael Correa est arrivé au pouvoir, l'Équateur « était le seul pays des Amériques sans médias publics ». Seule la radio nationale équatorienne (Radio Nacional del Ecuador) existait, mais elle n'émettait pas à l'époque. Selon Rolando Panchana, les frictions entre l'État et les médias privés ont débuté lorsque le gouvernement a commencé à lancer des médias publics. Orlando Pérez soutient que les médias étaient peu diversifiés et qu'en Équateur « il n'existait pas de médias de gauche, tous les projets consistant à produire une alternative ayant été écartés par les médias établis ». Patricio Barriga, conseiller du secrétaire national de la communication Fernando Alvarado, indique à la WAN-IFRA que l'émergence des médias publics peut être considérée comme « une grande victoire », car ils sont « une vraie alternative » aux médias privés.

Depuis l'accès de Correa à la présidence jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement a lancé des médias publics et des médias d'État et s'est emparé de certains médias privés en faillite, afin de mettre en place cette diversité.

On peut douter sérieusement de l'indépendance des médias publics et de ceux qui ont été repris par l'État. Orlando Pérez, du journal d'État *El Telégrafo*, journal saisi en 1999 par l'État pour éponger les dettes d'un groupe financier en faillite, considère que « même si nous ne sommes pas indépendants, nous sommes autonomes. Nous sommes de plus en plus à même d'analyser les faits en profondeur et nous avons aussi rapporté des cas de corruption au sein du gouvernement. » Néanmoins, parmi ceux certains soulignent que ces médias « ne sont pas du tout indépendants » et qu'ils servent « d'organes de propagande » au gouvernement. « Ce ne sont pas des médias publics, ce ne sont pas des médias au service de la société », note Alberto Acosta ; « ils sont aux mains du gouvernement ». Alors que certains d'entre eux ont été ouvertement créés comme organes de propagande pour promouvoir les actions du gouvernement, ceux qui se targuent d'être des médias publics et ceux saisis par le gouvernement ne formulent que très rarement des critiques à l'égard des autorités.

En 2008, le gouvernement a repris un certain nombre de biens appartenant au groupe Isaias, qui devait prétendument 661 millions de dollars américains à l'État après l'effondrement de sa société bancaire, Filanbanco en 1998. La reprise par le gouvernement a porté sur les chaînes de télévision TC Televisión et Gama TV, qui à cette époque touchaient 40 % de l'audience du pays. Le président avait alors promis que les deux stations seraient vendues dans les six mois à venir, mais il n'a jamais honoré sa promesse.

Pour que cette plus grande diversité du paysage média souhaitée par le gouvernement se concrétise, il faudrait qu'elle aille de pair avec une transparence financière et une indépendance des médias. Cependant, l'organisation et l'administration des médias saisis par l'État, des médias publics et des médias d'État sont si complexes qu'il est très difficile de déterminer avec certitude comment ces médias sont gérés et financés, laissant planer des doutes sur leur indépendance éditoriale. Par exemple, les médias repris par l'État sont sous la tutelle de AGD CFN No Más Impunidad (plus d'impunité), une institution de droit privé mais dirigée par l'État. Par sa nature hybride, l'institution n'est pas obligée à rendre des comptes comme le sont toutes les sociétés ou institutions dans le pays.

Le gouvernement contrôle de facto 20 médias et est progressivement devenu le plus grand propriétaire de supports médias du pays. L'acquisition en l'espace de juste quatre ans d'un si grand nombre de sociétés médias, dont beaucoup sont gérées par des structures complexes et juridiquement obscures, nous porte à croire qu'au lieu de vouloir diversifier le paysage médiatique, le gouvernement cherche plutôt à créer un dispositif de communication puissant et sophistiqué par l'entremise duquel il peut promouvoir son programme et répondre à toute critique.

Médias repris par l'État :

Télévision :

TC Televisión, Gama TV, and cable stations
Cable Noticias 3 and Cable Deportes 7,
ArturOh

Radio :

Carrousel, Radio Super K 800, Radio Universal
Magazines :

La Onda, El Agro, Valles and Samborondón

Médias publics :

Télévision : Ecuador TV

Radio : Radio Pública de Ecuador

Newspapers : El Telégrafo, PP El Verdadero

Médias d'État :

Journaux : El Ciudadano

Radio : Radio de la Asamblea Nacional

Agences de presse : Agencia Pública de Noticias
del Ecuador y Suramérica

DIVERSIFIER OU DISQUALIFIER ?

Le ton agressif utilisé par le président Rafael Correa envers tout individu ou toute organisation qui questionne ou critique son administration remet également en cause la volonté du gouvernement de diversifier et démocratiser le paysage médiatique.

Cette approche conflictuelle est perceptible pendant les « cadenas » du samedi, allocutions radiotélévisées du président diffusées par les médias publics. Pendant plusieurs heures, le président donne un rapport détaillé des activités du gouvernement. Il prend aussi le temps de répondre aux voix critiques d'une manière particulièrement agressive, en les discréditant, les humiliant et les insultant. Le président a déjà affublé les journalistes de divers qualificatifs : « imbéciles », « stupides », « assassins aux mains tâchées d'encre » ou encore « mafieux ». Ces discours sont prononcés pendant des événements qui ont lieu chaque samedi dans différentes régions du pays et réunissent des centaines voire des milliers de gens. Otto Sönnengolzner Sper, président de l'association équatorienne de radiodiffusion (Asociación Ecuatoriana de Radiodifusión), a signalé « qu'environ 400 ou 500 stations de radio à travers le pays retransmettent ces discours du samedi ; beaucoup d'entre elles s'y plient par crainte de ne plus recevoir de publicité officielle ».

Mauricio Rodas, directeur exécutif de la fondation Ethos (Fundación Ethos), un centre de recherche sur les politiques publiques basé à Mexico, a indiqué à la WAN-IFRA qu'en 2009 son organisation avait identifié 171 différents types d'insultes ou de termes offensifs utilisés par le président pendant ces discours du samedi. Une recherche sur le Web permet d'accéder à une série de vidéos contenant une collection d'insultes proférées directement à l'encontre de la presse.

La WAN-IFRA a exprimé son inquiétude vis-à-vis de l'attitude agressive du président envers les médias et envers ceux qui critiquent son administration. La réponse du gouvernement a consisté à montrer aux représentants de la WAN-IFRA une vidéo avec des images de présentateurs de télévision insultant le président et des scènes montrant des journalistes de médias privés refusant tout commentaire lorsqu'ils sont interrogés par des médias contrôlés par le gouvernement. La vidéo veut illustrer la façon dont les médias privés et les organisations non gouvernementales essaient de manipuler l'information pour se lancer dans une campagne contre le pouvoir.



Une « cadena sabatina » hebdomadaire de Rafael Correa

Selon la WAN-IFRA, le gouvernement essaie de détourner l'attention du véritable problème – ces attaques personnelles de la part du président intimident la presse indépendante. Le rôle légitime de la presse est de critiquer les personnalités publiques et les journalistes ne sont pas obligés de répondre aux questions de médias contrôlés par le gouvernement.

Par ailleurs, le gouvernement équatorien fait un usage excessif des « cadenas » nationales, des déclarations officielles radiotélévisées, différentes des « cadenas sabatinas ». Ces messages, normalement réservés aux cas d'urgence régionale ou nationale pour alerter ou informer le public, sont utilisés dans le but de promouvoir le programme du gouvernement. Selon la fondation Ethos, entre janvier 2007 et mai 2011, 1025 « cadenas » nationales ont été retransmises à la radio et/ou la télévision. « Pendant la même période, dans un pays comme le Mexique, victime d'une épidémie de grippe H1N1, ravagé tous les ans par des catastrophes naturelles et engagé dans un combat acharné contre le narcotrafic, seuls 47 « cadenas » nationales ont été diffusées », indique Mauricio Rodas. Ces retransmissions sont également utilisées pour discréditer les opposants au régime.

Un reporter qui préfère garder l'anonymat a rapporté que les journalistes ont peur d'être la cible du président dans ses messages. « Le gouvernement donne les noms de certaines personnes au cours de ces émissions de radio qui sont diffusées dans les villes où ils habitent. » Ce qui est plus inquiétant encore, c'est que ces « cadenas » nationales ou les « cadenas » du samedi sont financées par l'argent des contribuables équatoriens, mais servent systématiquement à la propagande et à des fins politiques du gouvernement.

LA CRIMINALISATION SYSTÉMATIQUE DE LA CRITIQUE

Le membre de l'Assemblée Nationale Mauro Andino, président des comités de Communication et de Justice de l'Assemblée, soutient « qu'on ne peut pas confondre liberté d'expression et liberté d'expression avec liberté d'insulter ». Néanmoins, la WAN-IFRA a réitéré sa condamnation de l'utilisation systématique de certaines formes de diffamation criminelle, appelées lois de « desacato » – diffamation ou calomnie aggravées contre une autorité – lorsqu'il s'agit de journalistes émettant des critiques contre le président ou les représentants du gouvernement. La WAN-IFRA condamne aussi le nombre de poursuites au civil réclamant des dommages et intérêts disproportionnés. Le secrétaire à la Communication nationale, Fernando Alvarado, a indiqué à l'Association que « pour le gouvernement l'honneur est quelque chose de très précieux » et que ces procès sont « des jalons qui marquent le changement dans une société. Exprimer une opinion est une chose, mais c'en est une autre d'affirmer, de lancer des allégations et de diffamer quelqu'un ». Ces « jalons » sont les procès contre le livre *El Gran Hermano* (Le grand frère) et le quotidien *El Universo*.

Les deux cas méritent d'être mentionnés en raison de la dureté des peines requises par le président. Les membres du gouvernement et les proches du gouvernement considèrent que les médias sont libres d'agir en toute impunité et que certaines de leurs pratiques journalistiques sont répréhensibles. Orlando Pérez soutient que « le gouvernement s'appuie sur les médias d'État pour demander à la presse indépendante des justifications sur certains articles et des rectifications quand il y a erreur. Et la presse n'aime pas cela; c'est pour cela qu'il règne un tel climat d'agressivité ». Cette présumée impunité dont jouit la presse indépendante et la surévaluation du concept de l'honneur semblent être deux éléments, qui, selon le gouvernement, justifieraient la sévérité des peines.

La WAN-IFRA condamne cette démarche. Il existe des dizaines d'exemples de mécanismes efficaces et autonomes de régulation des médias à travers le monde. Comblent les lacunes du journalisme équatorien par le biais de jugements réclamant plusieurs millions de dollars et par des procès de diffamation criminelle n'aura que des répercussions négatives, car ces procès n'ont aucun effet régulateur. Ils ne font qu'intimider les journalistes du pays et encourager l'autocensure.

« Ces actions ont semé la peur », commente une des personnes interviewées qui souhaite garder l'anonymat. « Nous hésitons, nous tournons sept fois notre langue dans notre bouche avant de parler, nous sommes sur le point de devenir une société effrayée. » Le gouvernement n'a pas répondu à notre inquiétude vis-à-vis de l'autocensure comme étant une conséquence directe de ces procès. Il a simplement soutenu que la principale source d'autocensure en Équateur provenait de la présumée pression que certains éditeurs de presse exerçaient sur leurs salles de rédaction.

Selon la WAN-IFRA, il ne faut pas confondre ligne éditoriale d'un journal et censure. En outre, l'organisation pense que l'accusation de « responsabilité complice » envers un journal (voir le cas du journal *El Universo*) encourage davantage la censure dans les salles de rédaction. « C'est un concept dangereux et pernicieux qui n'existe pas dans le cadre juridique et constitutionnel équatorien », rapporte Alberto Acosta à la WAN-IFRA. « Cela incitera les propriétaires médias à censurer à l'avance et bâillonnera la liberté d'expression. »

De plus, ces méthodes criminalisant la critique des médias ont également été utilisées contre d'autres membres de la société civile qui s'opposent au gouvernement. Des membres des mouvements paysans, étudiants, syndicaux et indigènes, qui au début étaient en faveur du gouvernement de Correa, semblent maintenant se distancer de son administration. Comme le dit l'ancien maire de Quito et membre de l'Assemblée nationale pour l'opposition, Général Paco Moncayo : « Ce gouvernement a délaissé sa propre constitution et son propre projet politique. Il ne peut plus compter sur sa base sociale et ses partisans les plus déterminés. » Le gouvernement semble devenir de plus en plus autoritaire. Il est intéressant de noter qu'une fois au pouvoir, l'exécutif a introduit le droit à la résistance pacifique (article 98) dans la constitution et a amnistié plus de 600 personnes persécutées par les anciens régimes en raison de leur opposition aux grands projets miniers et de développement de sociétés privées. Ce même exécutif est maintenant en train de persécuter plus de 200 membres des mouvements paysans, étudiants, syndicaux et indigènes, accusés de « sabotage » et de « terrorisme » pour avoir osé élever la voix contre certains projets et réformes du gouvernement.

Le cas du journal « El Universo »



El Universo arborant une bande noire en signe de protestation à la sentence de juillet 2011.

Accusés de diffamation criminelle aggravée envers un fonctionnaire de l'État, l'ancien éditorialiste du quotidien El Universo, Emilio Palacio, le journal El Universo et ses dirigeants Carlos Pérez, César Pérez et Nicolás Pérez ont été condamnés à trois ans de prison en juillet 2011 et au versement de la somme de 40 millions de dollars au président de l'Équateur qui avait réclamé à l'origine 80 millions.

Cette affaire fait suite à la publication d'un article d'Emilio Palacio intitulé « Non aux mensonges ». Cet article remettait en cause le rôle du président au cours de la rébellion policière du 30 septembre 2010, que le gouvernement avait qualifiée de tentative de coup d'État. La peine a été maintenue en septembre 2011 lors d'un deuxième procès et en décembre la cour suprême de justice a ratifié la peine de prison d'Emilio Palacio après avoir rejeté un pourvoi en cassation et une remise en question de la légalité de la procédure. Dans un cas sans précédent, la plainte est également dirigée contre les éditeurs du journal et le journal lui-même sous le couvert de « responsabilité complice », les rendant solidairement responsables du crime présumé.

Le procès en première instance avait été marqué par des irrégularités déconcertantes, car le juge présidant le procès avait étudié le dossier de 5000 pages et rédigé la condamnation de 156 pages en moins de 24 heures. Le 21 décembre 2011, le bureau du procureur de la province de Guayas a ouvert une enquête sur ce juge. De forts soupçons pèsent sur cette affaire : la condamnation aurait été préparée à l'avance par des individus proches du président, ce qui impliquerait une grave ingérence de l'exécutif sur le judiciaire.

Le cas du livre « El Gran Hermano » (Le grand frère)



Juan Carlos Calderón et Christian Zurita

Les journalistes Juan Carlos Calderón et Christian Zurita sont actuellement poursuivis au civil par le président qui exige 10 millions de dollars américains pour dommages et intérêts en raison de la publication du livre Gran Hermano. Ce livre mentionne des cas de corruption dans les milieux officiels dont le président aurait eu connaissance, ce qu'il nie formellement. L'affaire est toujours en instance.

INSTRUMENTS LÉGISLATIFS DE CONTRÔLE

Par le biais de l'Assemblée nationale, le gouvernement a voté de nouvelles lois et rédigé plusieurs projets de loi inquiétants car ils accordent à l'exécutif un pouvoir excessif de contrôle et de réglementation sur les médias. Il est en outre consternant que le code pénal équatorien contienne encore des dispositions criminalisant la diffamation à l'encontre des agents de la fonction publique, à savoir les lois « desacato », qui sont contraires aux principes interaméricains et internationaux en matière de liberté d'expression.

UN CODE PÉNAL QUI MAINTIENT LA FIGURE DE « DESACATO »

Le président a présenté un projet de loi sur le code pénal qui, d'après Mauro Andino, membre de l'Assemblée, « réunira plus de 200 lois déterminant les sanctions applicables à différents crimes en un seul code pénal ». Aux voix déplorant que ce nouveau code contienne toujours des dispositions criminalisant les outrages aux autorités, Mauro Andino a répondu que des améliorations étaient encore possibles. Au même moment, le législateur affirmait que « la dignité et la réputation d'un individu sont un droit fondamental de l'homme et que, par conséquent, la diffamation doit être punie par la loi dans le système judiciaire équatorien. Et si la personne concernée est un fonctionnaire, il s'agit alors d'une insulte aggravée. » Le concept de « desacato » sera donc maintenu dans le code pénal via l'article 121 qui stipule :

Article 121 du projet de loi sur le code pénal intégré :

« Toute personne reconnue coupable d'avoir insulté ou diffamé une autorité gouvernementale est passible d'une peine d'emprisonnement allant de un à trois ans et d'une amende allant d'un à dix salaires moyens ».

Par ailleurs, Mauro Andino a souligné que le projet de loi prévoyait des sanctions pour tous ceux portant atteinte à la liberté d'expression selon l'article 91 qui stipule : « Toute personne publique ou privée restreignant la liberté de pensée de façon arbitraire ou violente est passible d'une peine d'emprisonnement allant de trois à cinq ans ». La WAN-IFRA s'est néanmoins déclarée préoccupée par la formulation « de façon arbitraire ou violente » car elle prête à diverses interprétations qui pourraient limiter l'application éventuelle de la loi.

UN FREIN AUX INVESTISSEMENTS PRIVÉS DANS LES MÉDIAS

Partant du principe que la diversification du paysage médiatique implique une réduction du nombre de médias privés, le gouvernement a adopté une loi qui aura des effets négatifs sur les investissements privés dans les médias. Ceux qui détiennent plus de 6 % de parts dans une entreprise de médias n'auront pas le droit de détenir des parts dans d'autres sociétés et seront contraints de transférer leurs avoirs d'ici le 13 juillet 2012. La loi sur la régulation et le contrôle des forces du marché (loi Anti-monopoles) qui a été adoptée montre clairement la volonté du gouvernement de se débarrasser des médias financièrement indépendantes de l'État.



L'Assemblée Nationale de l'Équateur

Loi sur la régulation et le contrôle des forces du marché (loi Anti-monopoles)

État : loi adoptée, en attente de sa promulgation par le pouvoir exécutif.

Contenu : Tous ceux détenant plus de 6 % de parts dans des médias doivent transférer leurs avoirs dans d'autres sociétés avant le 13 juillet 2012.

Sujets d'inquiétude: 1-. La loi prévoit que le processus de régulation soit assuré par un comité composé de trois membres de l'exécutif et dont les pouvoirs seront définis par le président. L'application de la loi sera supervisée par une personne désignée par l'exécutif ; 2-. La loi découragera les investissements privés dans les médias et se traduira par la fermeture de quelques médias. Généralement, les médias, qui connaissent souvent des difficultés financières, ne sont pas la source principale de revenus des hommes d'affaires qui ont aussi des participations dans d'autres entreprises. De nombreux hommes d'affaires préféreront cesser d'investir dans les médias plutôt que de menacer les intérêts qu'ils ont ailleurs.

Analyse : À l'influence inquiétante que l'exécutif aura dans les processus de régulation et d'application de la loi vient s'ajouter le fait que, dans son esprit, la loi se fonde sur l'hypothèse erronée qu'un homme d'affaires ne doit pas avoir d'intérêts financiers dans les médias et d'autres entreprises commerciales. Il existe d'autres mécanismes indépendants et efficaces pour prévenir tout conflit d'intérêt entre les rédactions et les propriétaires de médias. De plus, il ne devrait pas appartenir au gouvernement de réguler les relations entre les rédactions et ces hommes d'affaires.

RESTRICTIONS EN MATIÈRE DE CONTENU

Alors que ce rapport était en cours de rédaction, la volonté du président de contrôler le débat sur la scène publique est devenue encore plus manifeste. Le jeudi 12 janvier, l'Assemblée nationale de l'Équateur a adopté cinq propositions présentées par le président Correa, à inclure dans le code de la démocratie. Ces propositions entraînent plusieurs changements légaux réformant le système électoral.

Loi sur la réforme de la loi électorale organique et sur les organisations politiques de la République d'Équateur, Code de la démocratie :

État : loi adoptée, qui prendra effet le 4 février 2012.

Contenu : « Les médias de communication doivent s'abstenir de toute promotion directe ou indirecte pouvant influencer l'opinion publique pour ou contre un quelconque candidat, de toute assertion, de tout choix électoral ou de toute préférence électorale, et de toute théorie politique. Cela s'applique à toutes les informations qu'elles soient diffusées dans des rapports spéciaux ou n'importe quel autre type de messages ».

Objectif du gouvernement : D'après le président, les propositions ont pour but d'empêcher les médias privés de faire leur propre « propagande électorale et d'imposer leurs propres opinions ».

Contexte : Des élections présidentielles auront lieu en Équateur début 2013 et l'actuel président, Rafael Correa, briguera très probablement un autre mandat.

Sujets d'inquiétude: 1-. Il s'agit de restrictions flagrantes en matière de contenu publié dans les médias ;2-. Des limites seront imposées sur le type d'informations que les citoyens pourront recevoir sur les candidats aux élections, ce qui aura des conséquences graves sur le débat public préélectoral. 3-. Le conseil national électoral (Consejo Nacional Electoral, CNE) décidera du type de contenu que les médias pourront publier. Ses neuf membres sont proches du gouvernement. 4-. Même si la loi interdit la publicité et la propagande politiques, elle n'impose pas ces restrictions aux « questions d'intérêt national ». Sachant que le gouvernement utilise déjà les médias publics pour sa propre propagande, il n'hésitera sûrement pas à utiliser cette exception pour promouvoir sa propre plate-forme électorale.

Analyse : À l'approche des élections, le président de l'Équateur pourra davantage contrôler le débat public.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Si l'on en croit les déclarations du gouvernement, l'Équateur a un besoin urgent d'une plus grande pluralité médiatique. Le gouvernement soutient aussi que les médias privés ne sont pas une source fiable d'informations car ils sont au service d'une oligarchie dont le seul but est de servir ses propres intérêts.

La WAN-IFRA réfute cette thèse qui a pour but de créer un ennemi politique et de contrôler le débat sur la scène publique. Comme dans de nombreux pays, la presse est confrontée à d'immenses défis et doit surmonter de gros problèmes en Équateur. Le gouvernement équatorien semble en prendre acte non pas pour les résoudre mais pour les utiliser à son avantage dans une stratégie très élaborée de marginalisation de tous les organes indépendants du pouvoir. La WAN-IFRA y répond en présentant les recommandations suivantes :

- Toutes les dispositions visant à criminaliser la diffamation à l'encontre des agents de la fonction publique connues sous le nom de lois « desacato » doivent être abrogées définitivement et ne doivent plus figurer dans la législation équatorienne.
- Le droit civil prévoyant des dommages et intérêts raisonnables est suffisant pour tous les cas avérés de diffamation. Les membres du gouvernement devraient faire preuve d'une grande tolérance à la critique lorsqu'elle est légitime et ne devraient pas avoir recours au droit pénal pour punir la presse.
- Le recours à la diffamation criminelle aggravée et la demande de dommages et intérêts démesurés ont un effet d'intimidation sur la société et sont la preuve de la nature anti-démocratique d'un régime.
- Le président devrait retirer ses plaintes en diffamation et suspendre les poursuites au civil à l'encontre des auteurs du livre *El Gran Hermano* – Emilio Palacio, les frères Pérez et la société El Universo.
- Créer des institutions chargées de superviser les médias publics qui soient indépendantes du gouvernement. Au lieu de diversifier le paysage médiatique et d'encourager le pluralisme de la presse dans le pays, le gouvernement a créé une plate-forme puissante qui lui permet de diffuser ses propres opinions et actions.
- Promouvoir un journalisme plus professionnel, varié et indépendant grâce à un dialogue avec tous les acteurs : les membres du gouvernement, les médias, la société civile nationale et internationale et les citoyens. Le recours aux « cadenas » pour diffuser des discours agressifs stigmatisant et intimidant la communauté des journalistes et des propriétaires de médias ne fait que susciter l'animosité et la division au sein de la société équatorienne.
- Travailler à l'établissement de mécanismes efficaces et indépendants de régulation des médias pour éviter tout abus de la part de la presse. La criminalisation systématique de la critique via des procès qui ne sont pas conformes aux principes internationaux ou à ceux du système interaméricain des droits de l'homme sème la peur et favorise l'autocensure. Elle ne garantit pas un journalisme plus professionnel ni plus responsable. Tout mécanisme de régulation des médias devrait être indépendant du gouvernement.



Association mondiale des journaux et des éditeurs de médias d'information
WAN-IFRA

76 bis Rue Beaubourg,
Paris, 75003, France
Tél: +33 1 47 42 85 00
Fax : +33 1 42 789 2 33

CEO, WAN-IFRA
Christoph Riess

DIRECTRICE, LIBERTÉ DE LA PRESSE
Alison Meston

AUTEUR
Rodrigo Bonilla Hastings





© WAN-IFRA, Association mondiale des journaux et des éditeurs de médias d'information

Janvier 2012

Le contenu de ce rapport peut être utilisé en tout ou en partie par les éditeurs dans le cadre de leurs activités. L'utilisation de tout élément d'information ou de propriété intellectuelle contenu dans ce rapport à des fins de représentation ou de consulting requiert l'accord préalable par écrit de l'auteur. Toute reproduction nécessite l'accord préalable de la WAN-IFRA.